

**Batié dans le Sud-Ouest: les orpailleurs marchent contre la gendarmerie. Page 5**



**Bobo-Dioulasso: incivisme en circulation. Page 4**



*L'information des campus et des centres de recherche pour le monde,  
L'information du monde pour les campus et les centres de recherche*



# Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien N° 047 du lundi 06 juin 2016 / Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Version numérique

Amorce

Suivez nous chaque jour sur [www.sciences-campus.info](http://www.sciences-campus.info)

## Education

### BEPC session 2016 à Dédougou : Dix-neuf mille quatre cent soixante-quinze (19 475) candidats à la recherche du premier diplôme du secondaire

Les épreuves écrites du BEPC, BEP et CAP ont démarré dans la Boucle du Mouhoun à l'instar des autres régions du Burkina le 1er juin 2016. A Dédougou, c'est au total dix-neuf mille quatre cent soixante-quinze (19 475) candidats qui partent à la quête de ce parchemin.

Quelques jours après le démarrage effectif de ces épreuves, nous avons voulu connaître les impressions des candidats et des responsables à l'organisation de l'examen.



M. Diallo Mamadou

Selon Monsieur Diallo Mamadou chef du service des examens et concours, les statistiques se présentent comme suit : en enseignement général il y'a dix-neuf mille cent cinq (19 105) candidats et trois cent soixante-dix (370) en enseignement technique.

« Pour certains élèves candidats au BEPC session 2016 tous va bon train et l'espoir est la réussite au bout du compte. Pour d'autres "le noire est dans l'obscurité". Simplement pour dire que certaine épreuves n'était pas abordable ».



Yedan Mamina

« Pour moi c'est l'anglais qui était dur ».



Yé Mamou

« Durant ces trois jours de composition tous ce passe bien, mais les difficultés se posent sur les matières Math et Pc. »



Tougma Arouna

« Tout n'était pas rose. Étant candidat libre on attend les résultats avec conviction. »

Après ce petit tour, nous ne pouvons que souhaiter bonne chance à tous les candidats.

Blaise SAMA pour SCI

Page 1



## Clôture de l'année académique 2015-2016 à la FATHEAD

**La Faculté de Théologie des Assemblées de Dieu (FATHEAD) a clôturé son année académique de Samedi 04 Juin 2016. La FATHEAD est un institut qui forme des élèves pasteurs pour le compte des églises du Burkina Faso. Elle est située dans le quartier Dassasgho à l'Est de la ville de Ouagadougou. Pour cette fin d'année académique 2015-2016, la FATHEAD met à la disposition des églises des pasteurs formés et prêts à servir partout où le besoin sera. Plusieurs nationalités forment cette école de pasteurs. Ils sont aussi venus des autres églises sœurs de la FEME pour acquérir des connaissances théologiques.**

La cérémonie de clôture de cette fin d'année a été couronnée par la remise de diplômes aux étudiants sortant de fin cycle. Une cérémonie pleine d'émotions. Ils étaient au total cent sept (107) pasteurs sortants, toutes promotion confondues. Les promotions sortantes étaient les diplômés en théologie, les licences et les maîtrises en théologie. La promotion 2015-2016 a été baptisée « Ambassadeurs pour christ ».

Avant le moment tant attendu, à savoir la remise des diplômes, nous avons assisté à une véritable culte d'adoration et de louanges à DIEU. Des cantiques qui exaltaient Dieu, ont été exécutés par le groupe musicale de l'église des Assemblées de Dieu du Dassasgho, la choral de la même église ainsi que par la chorale des étudiants de la FATHEAD. Tous ces chants n'ont pu laisser le Pasteur Samuel YAMEOGO, Président de la Fédération Eglises et Missions Evangélique, (FEME), Docteur en Théologie indifférent.

Puis vint, le moment solennel de l'écou-



te de la parole de Dieu, une prédication donnée par le Révérend Pasteur Michel OUEDRAOGO, Président du Conseil Général des Assemblées de Dieu du Burkina, Docteur en Théologie. Une prédication avec pour thème : « Un agriculteur couronné de succès ». Pour le Pasteur, Dieu veut faire de nous des agriculteurs. Cela sous-entend que nos lauréats doivent travailler pour récolter. Une personne appelée au Ministère de pastorat est appelé à conduire le peuple et non les diviser. Le champ de Dieu est vaste et il appartient à chacun d'aller où Dieu l'enverra. Il a encore rappelé aux lauréats la mission noble et difficile qui les attend. Il les exhorte donc à travailler sans relâche pour mériter la couronne de vie au soir de leur vie.

Dans leurs toges de couleur noir et blanc, les lauréats de la 19ème promotion de la FATHEAD ont reçu leur premier diplôme des mains du Président du Conseil Général des Assemblées de DIEU du Burkina ; le Docteur Michel OUEDRAOGO. Accompagnés tous de leurs épouses ou époux, ou encore seul, ils étaient au nombre de quarante (40) à recevoir leur diplôme.

Dans leurs toges de couleur noir et bleu, les lauréats de la 9ème promotion de la FATHEAD ont également reçu leur diplôme de Licence des mains du Docteur Michel OUEDRAOGO. Accompagnés tous de leurs épouses ou époux, ou encore seul, ils étaient au nombre de soixante (60) à recevoir leurs diplômes.

Pour couronner cette remise de diplôme les lauréats de la 5ème promotion de la FATHEAD dans leurs toges de couleur noir et rouge ont reçu leur diplôme de Maîtrise des mains du Docteur Michel OUEDRAOGO.

Accompagnés tous de leurs épouses ou époux, ou encore seul, ils étaient au nombre de cinq (05) à recevoir leurs diplômes.

A l'issue de la cérémonie et avant le repas communautaire, nous avons tendu notre micro à un lauréat en la personne du Pasteur SIONNE Moussa, diplômé en Théologie. Et voici ce qu'il nous a confié : « Je suis très reconnaissant au Seigneur qui m'a soutenu pendant mes années d'études à la FATHEAD. Je suis reconnaissant à ma femme, à mes enfants, aux sœurs et frères de mon église d'origine, je suis également reconnaissant à tous mes collègues qui m'ont soutenu dans la prière. Les études n'étaient pas facile mais j'ai vu la main de Dieu m'accompagner. Il fallait concilier ma profession, mes études ma vie famille pour réussir ses études. Après le boulot, je partais suivre les cours et je revenais encore étudier la nuit. Aujourd'hui je suis très heureux de recevoir mon diplôme, témoin de mon succès. Mais le gros du travail commence maintenant. Il s'agit maintenant d'aller appliquer ce que nous avons appris à la faculté. Je demande aux frères et sœurs en Christ de continuer de nous soutenir dans la prière »

A l'issue de la remise des diplômes, une prière par l'imposition des mains a été faite par les pasteurs déjà en service sous la direction du Pasteur Michel OUEDRAOGO. Chaque lauréat accompagné ou seul a reçu une imposition de main, signe de bénédiction donnée par le premier responsable pour commencer son ministère. Des félicitations de la part des autorités ecclésiastique, des parents amis et connaissances ont couronné cette cérémonie aux environs de 11h.

**Relwendé Hervé Rouamba pour SCI**





## Incivisme en circulation: Bobo – Dioulasso devient un « champ de bataille »



**La route est devenue à Bobo – Dioulasso, non seulement un moyen pour faciliter le déplacement, mais un « champ de bataille ». Les usagers de la route prêtent à peine attention à leurs compatriotes qui empruntent la voie publique comme eux. Non-respect du code de la route, ignorance totale des panneaux de signalisation et feux tricolores, excès de vitesse.... Et tout cela n'est qu'un échantillon.**

### Des comportements qui choquent

Les usagers de la route semblent parfois plus pressés que le temps. On veut aller à la vitesse d'une année lumière dans une ville où il y a à peine de bonnes voies. L'incivisme devient de plus en plus grandissant à Bobo et cela se ressent dans tous les secteurs. Non-respect des feux tricolores et autres panneaux de signalisation, excès de vitesse, manque sinon absence de courtoisie envers les autres. Il y en a même qui, en pleine circulation communiquent au téléphone. La priorité à droite est devenue chose ancienne. Même les ralentisseurs installés un peu partout n'aident pas à réguler la circulation. Pourtant les concernés n'ignorent pas les sanctions qu'ils encourent.

### La police aux aguets

Pour dissuader certaines personnes de

troubler la circulation, la police municipale de Bobo – Dioulasso fait des sorties régulières, parfois de contrôle de documents, parfois de régulation de la circulation. Des dizaines, voire des centaines d'engins sont par moment confisqués pour non-respect du code de la route. C'est à ce titre que durant les quatre premiers mois de 2016, la police municipale a procédé à la saisie de deux cent quatre-vingt-dix (290) documents pour diverses infractions, mille quatre cent vingt-deux (1422) engins à deux roues, cent soixante-trois (163) véhicules à quatre roues et deux cent quatre vingt dix neuf (299) tricycles, ce qui fait un total de mille huit cent quatre vingt quatre (1 884) engins saisis, tous types confondus.

Le commandant de la police municipale Seydou Coulibaly, face à ces données ne cache pas son désarroi. « Et au regard du nombre d'engins saisis il y a deux ou trois ans pendant la même période, si on fait une comparaison, on remarque qu'il y a une augmentation de ce nombre d'engins saisis pour les mêmes infractions. Ce qui veut dire que le taux d'incivisme augmente », dit-il. « Mais Avant de procéder aux saisies, nous intervenons au niveau des écoles et des milieux associatifs pour diminuer le taux de ces comportements inciviques. Nous avons été la structure initiatrice de la semaine de mobilité. Cette

semaine a pour objet de sensibiliser la population sur les comportements à ne pas observer sur la route. C'est vrai que les citoyens viennent payer la contravention, mais le montant en argent des saisies ne m'enchant pas », ajoute-il consterné. Pour lui, ce qui doit inquiéter, c'est augmentation du nombre de personnes qui ne respectent pas ces prescriptions. Monsieur Coulibaly explique qu'il faudrait que des mesures soient prises pour que la situation puisse être corrigée pendant qu'elle est encore maîtrisable.

### Des citoyens écœurés

Demandant l'avis des citoyens sur la question, le retour est interpellatif. Si certains se plaisent à « jouer aux stars », d'autres s'interrogent sur le futur.

**Belem Abdoul Karim**, commerçant « Nous qui travaillons aux abords de la voie, nous voyons des comportements qui nous écœurent ; Les usagers ne tiennent pas compte des feux tricolores, en plus en pleine vitesse. Il est souhaitable qu'on fasse plus attention. »

Suite page 4



### Adama Guiré, commerçant

« Il y a des gens qui abusent de la priorité en circulation pour semer la panique, rouler à tue-tête. »

### Ouédraogo Taouakali, responsable d'une entreprise

« Même en dehors des grandes voies, les gens ne respectent pas le code de la route. Malgré la présence des VADS, certains circulent sans leur prêter la moindre attention. Pas de respect des feux tricolores, ni des sens interdits, encore moins les panneaux de stop. Il y en a qui ne savent même pas que la vitesse est limitée en ville. Le port de casque, c'est un sujet tabou, or ça peut beaucoup aider. »

### Une autre police, mais cette fois-ci pour constater

Si la police municipale sensibilise et sanctionne en cas de manquement, cela n'empêche pas des usagers de toujours persister dans l'incivisme. Cela donne naturellement lieu à des accidents de la circulation. C'est là qu'intervient la section accidents de la police nationale. Elle a intervenue pour constater des accidents de la circulation dus à diverses causes comme l'inobservation des règles de la circulation routière, l'imprudence ou la méconnaissance des règles de la circulation routière. De la période du 1er janvier au 31 mars 2016, neuf cent vingt-six (926) engins à deux roues ont été mis en cause dans les accidents de la circulation, soixante-quatre (64) tricycles, soixante-dix-huit (78) automobiles et huit (08) charrettes.

Cela a eu pour conséquence vingt-cinq (25) décès, soixante-cinq (65) blessés graves et neuf cent vingt-trois (923) blessés légers, avec un nombre de dégâts matériels peu important évalué à huit cent trente-deux (832), quarante-deux (42) dégâts importants et deux (02) très importants. Le seul mois de mai en ses dix-neuf (19) premiers jours a enregistré quatre-vingt-quatorze (194) engins à deux roues mis en cause dans les ac-

cidents, quatorze (14) tricycles, vingt et un (21) automobiles et une (01) charrette avec quatre (04) décès, vingt-trois (23) blessés graves et cent soixante-neuf (169) blessés légers. Les dégâts peu importants étaient au nombre de 170 et 10 dégâts matériels importants.

Ces données qui donnent froid au dos sont exclusivement pour la ville de Bobo – Dioulasso. Pour le chef de section accidents de la circulation routière du commissariat centrale de police de Bobo – Dioulasso, le commissaire Issoufou Belemou, ces accidents qui devraient interpellier les usagers de la route, semblent passer inaperçus. Il exhorte cependant à plus de prudence et au respect du code de la route.

### Des agents de santé qui déplorent les effets secondaires des accidents

Après le constat de police, les sujets aux accidents se retrouvent dans les centres de santé, plus particulièrement au centre hospitalier universitaire Sourou Sanou (CHUSS). Il n'y a pas un jour où la sirène d'une ambulance ne retenti dans Sya. Les agents de santé également mènent des campagnes de sensibilisation. A l'image de l'Ordre de Malte, qui organise régulièrement des sessions de formation en secourisme pour sensibiliser les populations et les jeunes en particulier, sur les comportements à adopter et comment faire pour venir en aide à une personne si toute fois il y a choc. « La principale action que nous menons pour interpellier, c'est la formation des jeunes au niveau du secourisme. Depuis 2000 nous sommes dans cette activité et nous formons entre cinq cent (500) et mille (1 000) personnes par an, et toute personne formée est automatiquement sensibilisée pour éduquer à la question d'incivisme et d'attitude à tenir en cas d'accident. Notre participation à certaines activités organisées par d'autres associations, la police municipale, notre intervention lors d'activités qui regroupent beaucoup de gens et

sensibilisons à travers notre comportement », explique le responsable de l'ordre de Malte docteur Salif Ouédraogo.

La sensibilisation encore infructueuse, les blessés arrivent à l'hôpital. Le chef du service orthopédie traumatologie du CHUSS, professeur Patrick Dakouré nous donne plus de détails. « Les blessés sont pris en charge en fonction de la gravité de leurs traumatisme. Certains sont libérés le même jour. Mais il y a parfois des blessés graves où le pronostic vital peut être engagé, et même si ce n'est pas le cas, ils ont des lésions extrêmement graves, qui peuvent entraîner des conséquences fonctionnelles extrêmes. C'est l'exemple des blessés qui se retrouvent avec le membre écrasé chez qui on est obligé de faire une amputation. Il y a également les traumatisés crâniens qui pour une grande majorité décèdent. C'est pourquoi nous conseillons le port du casque parce que plus de 80% des victimes décédées le sont à cause de lésions crâniennes. Ça permet de réduire le taux de mortalité des accidents de la circulation. 70 à 80% sont des victimes d'accidents de la route. Les fractures au niveau des membres, les membres inférieurs étant plus exposés, et dans 1/3 des cas, les fractures de jambes sont ouvertes. Par rapport aux accidents de la route, 5% des victimes décèdent à l'hôpital ; et des 5%, 80% sont des traumatisés crâniens. Des études datant de trois ans avaient montré que seulement 2% des accidentés de la route que nous recevons portaient le casque lors du choc. Si au moins chacun arrivait à porter le casque, il y a une bonne partie qui ne serait pas décédée », explique-t-il.

Maintenant qu'il est connu à quel point l'incivisme peut avoir des conséquences désastreuses,

**Vigilance- vigilance-vigilance !!!**

A.B. Nicole OUEDRAOGO

## EMPLOI

Trouvez chaque jour vos avis de recrutement nationaux et internationaux sur:



[www.jobs-campus.com](http://www.jobs-campus.com)

Annonce





## Société

### Manifestation d'orpailleurs à Batié dans le Sud-Ouest : des griefs contre la gendarmerie



Des centaines d'orpailleurs de la province du Nounbiel ont battu le pavé le jeudi 02 juin 2016 à Batié pour dire non aux nombreuses tracasseries dont ils sont victimes et surtout exiger le retour en prison de deux présumés délinquants qui se seraient évadés de la prison de la gendarmerie de Batié.

Il était 9 heures ce jeudi 02 juin, la place de la nation de Batié était envahie par des orpailleurs sortis nombreux, non pas pour creuser mais pour disent-ils exiger plus d'égard des autorités à leur endroit. Brandissant des pancartes de fortune, l'on pouvait lire entre autres « nous sommes des orpailleurs mais nous avons aussi nos droits, non aux tracasseries de la gendarmerie ». Après le top de départ, les manifestants se sont ébranlés à travers les artères de la ville en scandant des slogans hostiles à l'endroit de la gendarmerie. Ils sont allés remettre leurs doléances au Haut-commissaire de la province du Nounbiel Yaya Sanou. Lesquelles doléances contiennent les

griefs formulés contre les gendarmes. La goutte d'eau qui a fait déborder le vase est la libération supposée de deux délinquants.

Les faits remontent au 1er mai 2016. Deux individus armés de fusils de chasse font irruption sur le site d'orpaillage de Tifrodou dans la commune de Boussoukoula, à quelques kilomètres de la frontière ivoirienne. Ils tirent sur ceux qui s'y trouvaient. Deux personnes seront blessées dont un grièvement au cou.

Ce dernier sera évacué au CMA de Batié puis au CHR de Gaoua. Les orpailleurs s'organisent et parviennent à capturer les deux qu'ils ligotent. Par le truchement de l'ex-conseiller dudit village, ils seront remis à la gendarmerie de Batié. Deux semaines après, les deux se seraient volatilisé d'où la pomme de discorde.

Pour le président du syndicat des orpailleurs de la province du Nounbiel El Adj DERRA Boureima, ces agressions seraient l'œuvre de Alidou Ouattara, un compatriote vivant

de l'autre côté de la frontière, en côte d'ivoire.

Les orpailleurs accusent ce dernier d'être l'instigateur des troubles sur cette bande frontalière des deux pays. Ils sont d'ailleurs convaincus que ces deux délinquants sont des hommes de main de Alidou.

Du côté de la gendarmerie l'on se refuse à tout commentaire pour le moment.

Le Haut-commissaire a quant à lui estimé que la grève des gardes de sécurité pénitentiaire pourrait avoir joué en défaveur du transfert des détenus.

Il a ajouté que seul le Procureur près le tribunal de grande instance de Gaoua pourrait donner plus d'informations sur cette affaire.

Nous n'avions pas pu entrer en contact avec le Procureur.

Pour l'heure, les orpailleurs exigent le retour en prison de leurs agresseurs.

A Batié, le commerce est resté fermé toute la matinée de ce jeudi.

Karim Koala pour SCI

#### AGENDA DU CAMES

annonce

- Du 13 au 14 juin 2016 : Réunion du Collège des Présidents du 18ème Concours d'Agrégation de Médecine humaine, Pharmacie, Odontostomatologie, Médecine vétérinaire et Productions animales (Burkina Faso)
- Du 15 au 16 juin 2016 : Réunion de la Commission d'éthique et de déontologie.



## Avis de recrutement



Poste: Responsable de programme Eau-Assainissement

Type d'emploi: CDD

Pays: Afrique, Tchad

Adresse: Coordination sud

Date limite de dépôt des dossiers: 26/06/2016

Description :

ID au Tchad

ID intervient depuis plus de 10 ans à Moundou (sud-ouest), et est aujourd'hui reconnue comme un acteur légitime du développement local.

L'intervention d'ID à Moundou a débuté par un projet de prise en charge globale du VIH/sida, mené en étroite collaboration avec l'ensemble des acteurs de la ville. En 2009, c'est une Association tchadienne, l'Association Djenandoum Naasson qui reprend les activités du projet, après avoir été accompagnée et formée par ID.

Depuis 2006, ID est également impliquée dans les secteurs de l'eau et l'assainissement, de l'éducation, puis du développement local (2011), toujours en lien très étroit avec les acteurs locaux de la ville et de la région, qu'ils soient associatifs, institutionnels, communautaires... Un programme de développement d'une filière de cuiseurs économes a aussi démarré en juin 2015. Les équipes de ces programmes partagent le même bureau. Elles sont supervisées par une directrice pays Tchad et appuyées par un administrateur.

Descriptif du projet

Les activités du volet eau s'inscrivent dans la continuité d'un partenariat avec l'ONG tchadienne AGIR initié en 2006. AGIR (8 salariés) intervient sur 50 villages dans tout le sud du pays, en appui à la gestion de l'eau sur une aire d'intervention de plus de 300 km autour de Moundou.

Pour ce nouveau cycle de financement de trois ans, ID et AGIR ont défini un projet axé sur la professionnalisation des métiers de l'eau pour améliorer la pérennité du service. Un système de maintenance de proximité, plus efficace et moins coûteux, sera ainsi testé sur une dizaine de sites, avec la formation de maintenanciers « de premier niveau ». Les associations d'usagers de l'eau et les exploitants bénéficieront aussi de formations.

Le renforcement d'AGIR par ID est également au cœur de ce projet et a fait l'objet d'ateliers communs pour identifier les besoins de l'association. L'accompagnement d'ID a en effet jusqu'ici porté sur les activités d'AGIR et non sur la structure en elle-même. Ce renforcement s'inscrit également dans la perspective d'une expansion des activités d'AGIR, avec la création d'une centaine d'AEP dans le cadre du 10 et du 11ème FED.

Le volet eau comprend un volet d'investissement avec la supervision de 17 marchés d'extension ou de réhabilitation de réseaux sur la zone.

Enfin, un volet de valorisation carbone lié à l'installation de pompes à chlore lors de la précédente phase est prévu.

Le volet assainissement du programme existe depuis 3 ans. Une première phase a permis de définir les bases solides d'un sanimarché sur la ville de Moundou avec :

- La conception d'une offre technique et commerciale avec une gamme de 4 latrines proposées aujourd'hui à la vente,

- L'identification et la formation des acteurs de la filière sur Moundou : 5 vendeurs, un entrepreneur en charge de la gestion des stocks et du contrôle qualité, une dizaine de maçons formés à la fabrication, un vidangeur.

- La réalisation d'une étude sur la valorisation des boues de vidanges (compostage/séchage).

Cette seconde phase du projet vise trois objectifs :

- Optimisation des process de fabrication pour réduire les coûts de construction

- Passage à l'échelle des ventes de latrines, avec un objectif de 230 latrines domestiques vendues (aujourd'hui 50) et réflexion à conduire sur l'autonomisation de la filière,

- Construction de 4 blocs de latrines publiques en respectant une démarche de développement local, en concertation avec la population sur le lieu d'implantation, le mode de gestion, la prise en charge de l'entretien,

- Organisation d'un volet de sensibilisation important dont la mise en œuvre sera confiée à des associations locales

- L'amélioration de l'aval de la filière par la formation et l'accompagnement à la vidange.

Principales missions

- Planification et suivi de l'ensemble des activités du programme

- Recrutement, management et gestion d'une équipe de 9 personnes composée :

- Sur le volet eau : d'un coordinateur technique chargé du suivi des travaux et d'un assistant technique expatrié détaché auprès d'AGIR

- Sur le volet assainissement : d'un coordinateur technique (déjà en poste), d'un coordinateur mobilisation sociale, d'une gestionnaire filière/assistante commerciale (en poste) et de 3 vendeurs.

- Gestion administrative et financière du projet : budget de 1,5 M d'€ sur 3 ans
- Gestion du partenariat avec AGIR et les partenaires du volet eau (entrepreneurs, vidangeurs, associations...)

- Reporting narratif du projet, vis-à-vis des bailleurs de fonds et en interne : SEDIF, AELB, grand Poitiers, fondation suez..

- Capitalisation des activités au sein de son programme

- Représentation du programme vis-à-vis des autorités locales au Tchad, en lien étroit avec la directrice pays

Le/la RP aura à se déplacer régulièrement sur les sites d'intervention du programme

Encadrement / appui sur place et au siège

Le/la responsable de programme sera appuyé et supervisé :

- Il/elle sera sous la responsabilité hiérarchique d'une directrice pays (basée au Tchad) expatriée qui est responsable de l'encadrement et du développement des interventions d'ID au Tchad (cohérence entre les programmes, respects des engagements...). La directrice pays est responsable de la sécurité des équipes d'ID au Tchad et assure l'interface avec le siège et les partenaires financiers des programmes.

- Le/la responsable de programme bénéficie en outre de l'appui d'un administrateur expatrié (basé également à Moundou), dont le rôle est d'appuyer au quotidien le/la RP dans la gestion administrative financière et logistique de son programme.

- Il/elle bénéficiera de l'appui technique du pôle E&A ainsi que des services du siège (Service finances, Com, RH) et du pôle partenariat.

Contexte du poste

Le poste est basé à Moundou.

Située à 500 km de N'Djamena, Moundou compte près de 200.000 habitants. Seconde agglomération du pays et poumon économique du Tchad (conton, pétrole...), Moundou est une ville verte, calme et agréable à vivre, bordée par le fleuve Logone.

Les divertissements sont peu développés mais on y trouve tout de même quelques restaurants européens ainsi que des équipements sportifs (piscine, salle de sport, stade) et des supérettes basiques pour les besoins essentiels.

La proximité de zones en crise (Centrafrique, Cameroun et Nigeria) impose une certaine vigilance / coordination avec le reste de l'équipe, notamment lors des déplacements en dehors de la ville, ainsi qu'un comportement responsable à titre privé. Si les déplacements en dehors de Moundou à titre privé sont limités, ils sont peu contraints en ville.

Pendant son séjour, le/la RP devra s'engager à respecter les consignes de sécurité.

Au niveau sanitaire, la zone est impaludée de niveau 3. Un traitement prophylactique, en saison des pluies en particulier, est vivement recommandé.

Les conditions de confort au quotidien restent globalement très basiques : accès à l'électricité très incertain sans groupe électrogène, eau courante non garantie, commerces limités...

L'hébergement est à la charge du/de la RP mais l'équipe sur place est chargée de l'accueil de l'expatrié et le soutient dans toutes ses recherches et démarches (obtention visa longue durée, recherche d'un hébergement, ameublement, gardiennage, équipement...).

Ville Moundou

Expérience

Profil souhaité : formation supérieure en eau et assainissement ou formation généraliste avec une expérience significative dans le secteur.

Expérience professionnelle significative d'au moins 3 ans.

Une expérience d'encadrement de personnel et de gestion de projet

Expérience en maîtrise d'ouvrage ou maîtrise d'œuvre d'infrastructures

Fonctions Coordination, Gestion de projet

Activités Génie civil, Hydraulique

Localisation(s) géographique(s) Afrique, Tchad

Contrat CDD

Durée du contrat

Engagement sur 18 mois

Salaire / Indemnité

Salaire de 1745 € brut. Indemnité de vie supplémentaire de 832 € ; Complément si conjoint. Couverture sociale complète : maladie (mutuelle), retraite, Plan

épargne Entreprise

Assurance Rapatriement

Vol A/ R pris en charge une fois/an pour le salarié et son conjoint

Le poste n'est pas ouvert aux familles.

Documents à envoyer

CV + LM

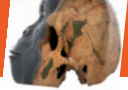
Nom de la personne contact

Jeanne Rouy

Email de la personne contact [recrut84@id-ong.org](mailto:recrut84@id-ong.org).

Date de fin de validité 26/06/2016





## Avis de recrutement



Poste: ASSISTANT(E) PROJET

Type d'emploi: CDD

Pays: Côte d'Ivoire

Adresse: ci@educarriere.net

Date limite de dépôt des dossiers: 10/06/2016

Description :

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités du Projet de Sécurité Sanitaire Mondiale (Global Health Security) financé par le Gouvernement des Etats-Unis, à travers le CDC, la Cellule Centrale de Gestion Fiduciaire et de Suivi Programmatique (CCGFSP) du Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique lance un appel à candidature pour le poste ci-après :

1. ASSISTANT(E) PROJET

TYPE ET DUREE DU CONTRAT : CDD 1 AN RENOUVELABLE

LIEU : SIEGE INHP /CCGFSP A ABIDJAN

Sous la responsabilité du Directeur du Projet GHS/ INHP (investigateur principal) et la supervision directe du Coordonnateur Technique du Projet GHS/ INHP. L'Assistant (e) Projet sera chargée de :

Veiller à la disponibilité de tous les documents, outils, matériels et équipements pour la réalisation des activités prévues dans le plan

Aider à l'élaboration des termes de référence de toutes les formations et activités prévues dans le plan annuel Assister le coordonnateur technique et les points focaux des Ministères pour la mise en oeuvre des activités ; Orienter les points focaux des Ministères dans l'élaboration des plans annuels et des requêtes.

Elaborer les rapports d'activités mensuels, trimestriels et annuels en collaboration avec les points focaux des Ministères

Assurer la mise en place des documents de politique et outils pour le renforcement des capacités des bénéficiaires

PROFILS ET QUALIFICATIONS REQUISES

Avoir au moins un diplôme en Santé Publique ou en Epidémiologie

Avoir une bonne maîtrise du fonctionnement du système de santé en général et de la surveillance épidémiologique en particulier – Des compétences en évaluation des programmes de santé ou en gestion/administration de la santé seraient un atout

Avoir au moins trois (03) années d'expérience professionnelle dont au moins deux (02) dans la surveillance épidémiologique et gestion des urgences sanitaires

Avoir une excellente maîtrise du français écrit et parlé ;

– Avoir une bonne maîtrise de l'anglais écrit et parlé ;

Une expérience de travail avec les bailleurs intervenant dans le renforcement du système de surveillance épidémiologique serait un atout ,

Avoir une bonne connaissance des logiciels Word, Excel, Power Point et de la messagerie électronique ;

Disposer d'une bonne capacité à communiquer ;

Etre disponible et capable de travailler en équipe, sous pression dans un environnement multisectoriel

DUREE ET EVALUATION DE LA MISSION

Tous les contrats sont de un (1) an renouvelable. Les performances seront évaluées annuellement, sur la base

d'un contrat de performance.

CONSTITUTION ET DEPOT DES DOSSIERS DE CANDIDATURE

Les candidat(e)s intéressé(e)s devront soumettre un dossier de candidature comprenant :

une lettre de motivation ;

un curriculum vitae (CV) détaillé avec la mention de deux (02) personnes de références

Les candidatures doivent mentionner le poste concerné et être adressées, sous pli fermé, à l'attention du Chef de la Cellule Fiduciaire, sise à Cocody- Angré, 7ème Tranche, Carrefour CITELECOM, Rue Forexi et Téléphone : 22 42 13 72

Date limite de dépôt des candidatures : 10 Juin 2016

NOTA BENE :

Les Candidatures féminines sont fortement encouragées.

Il s'agit d'un poste à temps plein qui ne peut être cumulé avec d'autres fonctions, dans le Secteur Privé ou au sein de l'administration.

Les candidat(e)s devront être disponibles sans délai pour leur prise de fonction.

Les postes sont ouverts aux indépendants et aux agents fonctionnaires de l'Etat de Côte d'Ivoire qui répondent aux critères. Les candidats fonctionnaires devront s'engager à fournir au moment du recrutement une attestation écrite du Ministère chargé de l'emploi du fait qu'ils bénéficient d'une mise en disponibilité et qu'ils sont autorisés à travailler à temps complet en dehors de leur poste officiel antérieur.

Seuls les Candidats retenus seront contactés pour la suite de la procédure de sélection.

Etape

Date

1. Publication avis de recrutements: 20 mai — 10 Juin 2016

2. Short liste: 14 Juin 2016

3. Entretien d'embauche: 16 Juin 2016

Les candidat(e)s intéressé(e)s devront soumettre un dossier de candidature comprenant :

une lettre de motivation ;

un curriculum vitae (CV) détaillé avec la mention de deux (02) personnes de références

Les candidatures doivent mentionner le poste concerné et être adressées, sous pli fermé, à l'attention du Chef de la Cellule Fiduciaire, sise à Cocody- Angré, 7ème Tranche, Carrefour CITELECOM, Rue Forexi et Téléphone : 22 42 13 72

Date limite de dépôt des candidatures : 10 Juin 2016

Années d'expériences: à partir de 3 mois

Age: 25 à 45 ans.



Téléchargez le quotidien numérique  
Sciences-Campus Info du lundi au dimanche.  
7 numéros dans la semaine.

## ADRESSES UTILES

### Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47

Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45

ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11

SONABEL: 25 30 61 00

Aéroport: 25 30 65 15

Police secours: 25 30 71 00

Gendarmerie: 25 31 33 40

### Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18

Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44

ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00

11 11

SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30

Aéroport: 20 97 00 70

Burkina secours: 20 97 01 43

Police secours: 17

Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

## Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique & Universitaire

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02  
Burkina Faso

Tél: + 226 76609721

E-mail: redaction@sc-mail.info

Site web:

www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

### Autorisations

n°5509P/2013/ CAO/TGLO/P.F.

n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

### Administration

OTC

Fondation Sciences-Campus

### Directeur de publication

GOW Siaka

### Rédaction et reportage

Equipe Sciences-Campus Info

- Eliane Bayala

- Aris KUSIELE SOMDA

- Bernadette Dembélé

- Valentin Mano

- Rélwendé Hervé Roamba

### Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara

- Francois blanc

- Boureïma Sogoba

-Augustin Irwaya Ouedraogo

- Tigiane Antoine Ki

- Blaise Sama

- Jean Paul Yekpaye

- Gerégoire Zongo

- Mamadou Goh

- Désiré Guigma

- Jérôme Bissyendé

- Yves Sanou

- Frédéric Po0da

- Valentin Ouedraogo

- Blaise Sama

- Diloma Jacques

- Moumouni Guio

- Nicole Ouedraogo

- Amédée Silga

- Karim Koala

- Ouaboué Bakouan

- Albert Tarpaga

- Paul Soma

-Arjouman Saganogo

- Joseph Kaboré

-Valentin Singbéogo

- Issa Sepama

- Hermann Toé

### Correspondants pays

#### Montage

Eliane BAYALA

Oeil du professionnel

#### Distribution

Téléchargeable sur:

www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture

médiatique

+226 76609721

+226 72080505

+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Représentation Bobo Dioulasso

Tél: +226 20954746

+226 72070909



*Des questions de la recherche*

*Des questions des Universités*

*Des questions des Ecoles*

*Des questions d'Actualité*

*Des questions d'emplois*

*Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien  
en version numérique à télécharger.*

*Téléchargez chaque jour le quotidien numérique  
Sciences-Campus Info.*